

Factsheet en prévision de l'initiative de limitation

Votation nationale du 27 septembre 2020

ACTION AGFA : POUR UNE SUISSE FORTE - NON A L'IDL

Introduction

L'initiative de limitation (IDL) : signification juridique

L'initiative donne au gouvernement Suisse un délai de 12 mois pour négocier la fin de l'accord sur la libre circulation des personnes ; puis, en cas d'échec de la négociation, 30 jours pour le dénoncer¹.

L'acceptation de l'initiative :

- Signifie la fin de l'accord sur la libre circulation des personnes ;
- Impliquerait automatiquement, par la dénonciation de l'accord de libre circulation, l'abrogation des mesures d'accompagnement. L'article 15 de la loi fédérale instituant ces mesures est clair à ce sujet².
- Entraînerait la fin des accords bilatéraux : la clause dite guillotine prévoit que si l'un des accords est unilatéralement dénoncé, les 6 autres accords bilatéraux, dont celui sur la recherche, tombent également.

Origine du scrutin, point de vue des initiants

Le parlement suisse s'est rendu coupable de ne pas faire appliquer scrupuleusement les conditions requises par l'initiative contre « l'immigration de masse » de 2014. Dès lors, si elle est acceptée, cette nouvelle initiative apporte une confirmation de la volonté du peuple, et une clarté plus grande dans les actions à mener par le gouvernement suisse (voir ci-dessus).

Rhétorique

L'initiative est présentée différemment par le comité d'initiative et les opposants :

- Les partisans de l'acceptation parlent d'une initiative de limitation (rhétorique de « limitation des excès »), mais en même temps d'une « immigration modérée » sur leur site internet³; l'adjectif change, le sens de l'expression aussi.
- « Limitation » est plus radical dans la restriction que « modération » (cf la terminologie utilisée pour la consommation d'alcool). Les initiants jouent sur tous les champs des sentiments possibles.
- Les opposants définissent quant à eux cette initiative différemment : initiative de résiliation (rhétorique de « résiliation des accords bilatéraux »).

Le terme de « limitation » est trompeur :

- Pour les initiants, la clause guillotine n'est pas une fatalité. Elle pourra être négociée.
- Pour les opposants en revanche, cette vue s'appuie sur un optimisme démesuré et qui n'est pas prévu dans les faits. Il s'agit bien d'une « résiliation » des accords.

¹ <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-75332.html>

² <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19994599/index.html#a15>

³ <https://www.initiative-de-limitation.ch/>

Contexte

Le contexte politique et social a sévèrement évolué, avec le choc lié à la covid-19. A l'origine, ce scrutin était planifié pour avoir lieu le 17 mai 2020. Il a été déplacé suite à l'introduction des mesures d'urgence sanitaire. Si la crise liée au virus a connu un début brutal, elle va laisser des traces durables. En effet, les économies ont été mises à terre et prendront du temps à se relever. L'ensemble des dégâts sur le moyen terme et le long terme n'est pas encore défini à ce jour, et les « mauvaises » nouvelles (pertes financières, fin d'activités, licenciements, etc) nous accompagneront durant plusieurs mois.

Le concept de frontières et de zones en sécurité, la comparaison avec la situation de pays voisins ainsi que l'entraide européenne voire internationale (pour le traitement de patients comme pour la recherche d'un vaccin) ont été sujets de très nombreux débats. Cet événement a ainsi (re)mis en lumière l'indispensable dimension globale et interconnectée de nos décisions.

Accessoirement, la pandémie a aussi redistribué les cartes du storytelling et de la priorisation des sujets dans les équipes rédactionnelles. Les rassemblements politiques voire l'habituelle campagne de tractage risquent d'être compromis ces deux prochains mois tant le doute de mises en quarantaine locales semble planer dans chaque canton depuis la recrudescence du nombre de cas positifs observée depuis la mi-juillet.

Enfin, il faut souligner que quatre autres textes seront soumis au vote le 27 septembre prochain⁴. Autant les journalistes que les citoyens seront mis à rude épreuve dans la compréhension de ces sujets très disparates.

Note au sujet de l'accord-cadre

Depuis des années, l'UE exige un cadre institutionnel qui chapeauterait les accords conclus avec la Suisse. Ce cadre doit servir à lisser les sujets qui « fâchent » des deux parties. Le projet proposé par l'UE est prêt depuis 2018, mais le Conseil fédéral a jusqu'à présent refusé de le signer, argumentant que cette question serait abordée après le vote sur l'IDL.

Il semble vraisemblable qu'on NON massif à cette initiative (plus de 60% des votants) puisse donner des arguments de négociation plus concrets envers l'UE.

⁴ <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/votations/20200927.html>

Factsheet en prévision de l'initiative de limitation

Votation nationale du 27 septembre 2020

Argumentaire AGFA

1. La Suisse : une économie du savoir

Nos institutions axées sur la formation, la recherche et l'innovation sont enviées, connues et reconnues dans le monde entier. Notre stabilité et cadre de vie sont pris pour modèles ; ils assurent à notre pays une attractivité et une prospérité que les meilleurs étudiantes et étudiants, enseignantes et enseignants, chercheurs et chercheuses se disputent. Des talents venus du monde entier participent ainsi à la formation continue de citoyennes et de citoyens suisses, garantissant un **transfert de compétences indispensable** à l'économie du savoir qui caractérise notre pays. Cette source de fierté est fondée mais nécessite un cadre stable.

La plus précieuse matière première de la Suisse, c'est la matière grise. Un emploi créé sur cinq l'est dans le domaine spécialisé et scientifique⁵. Nous en tirons grandement profit. Le bien-être de la population suisse (formation des jeunes, avancées médicales, création de nouveaux emplois) y est étroitement associé. Le secteur de la formation, de la recherche et de l'innovation (FRI) est important pour la relance économique. La force de notre économie permet d'envisager **une société plus durable**. Elle est aussi garante de la pérennité de l'État social.

2. L'Europe : notre partenaire naturel

Culturellement et géographiquement, l'Europe est notre partenaire naturel. Le succès de nos politiques FRI repose sur cette réalité.

Depuis plus de 30 ans, la Suisse participe aux programmes cadres de recherche (PCR) avec l'Union européenne (anciennement CEE), et depuis 2004, l'accord bilatéral sur la recherche avec l'UE associe la Suisse de plein droit aux PCR, c'est-à-dire aussi bien au programme de recherche qu'aux programmes liés Euratom, ITER et Digital Europe. Alors que la Suisse a été pleinement associée aux 6^e et 7^e PCR, elle a été, entre septembre 2014 et fin 2016, temporairement exclue du 8^e PCR⁶. Avec le Message du 20 mai 2020 relatif au financement de la participation suisse au paquet Horizon 2021-2027, le Conseil fédéral vise une pleine participation de la Suisse au 9^e PCR Horizon Europe⁷.

En sa qualité d'État pleinement associé, la Suisse a ainsi obtenu le droit d'être représentée dans les comités directeurs des programmes spécifiques et dans divers comités de pilotage. Elle a obtenu un accès direct aux informations et peut participer à la mise en œuvre des programmes actuels et à la conception des prochains programmes-cadres européens⁸. La souveraineté c'est participer aux décisions et non s'en soustraire. Les programmes-cadres de recherche européens sont la deuxième source de financement public pour les chercheurs et chercheuses en Suisse et la plus importante source de financement public pour la recherche dans les PME suisses. **Près de 50% des partenariats des groupes de recherche suisses sont établis avec l'Europe**⁹.

⁵ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/actualites/quoi-de-neuf.assetdetail.3402102.html>

⁶ https://www.netzwerk-future.ch/data/Horizon%20Europe_FR.pdf

⁷ <https://www.sbf.admin.ch/sbf/fr/home/recherche-et-innovation/cooperation-internationale-r-et-i/programmes-cadres-de-recherche-de-l-ue/horizon-europe.html>

⁸ <https://www.sbf.admin.ch/sbf/fr/home/recherche-et-innovation/cooperation-internationale-r-et-i/programmes-cadres-de-recherche-de-l-ue.html>

⁹ https://www.netzwerk-future.ch/data/Horizon%20Europe_FR.pdf

3. L'avenir : consolidons ensemble nos acquis

Ensemble, on est plus forts ! La base de travail actuelle de nos politiques FRI, qui inclut **échanges, coopération et compétitivité**, garantit à la Suisse depuis des années l'accès et la participation aux projets clés pour relever les défis globaux. Or, ces derniers sont de plus en plus nombreux et entremêlés : développement durable, santé, numérique, migration. Le programme européen est le programme d'encouragement de la recherche et de l'innovation le plus grand et le plus complet au monde.

Quels outils voulons-nous donner aux jeunes qui construisent l'avenir ? Ils et elles doivent pouvoir accéder librement aux innovations, aux idées et aux projets de recherche du continent pour relever les nombreux défis auxquels leur génération est confrontée. Pour trouver des solutions aux problèmes globaux auxquels nos sociétés font face, il faut participer à des équipes pluridisciplinaires et internationales. C'est une **question de masse critique et de compétences**. Ensemble, on renforce nos acquis.

4. Une recette qui fonctionne

La voie bilatérale a fait ses preuves. Elle est source de coopération, de compétitivité et de solidarité. La crise du coronavirus montre que le chemin construit jusqu'à aujourd'hui nous permet de réagir de façon efficace.

Des résultats concrets

Grâce à la libre-circulation, des talents venus du monde entier participent à l'excellence de la recherche menée dans le pays et à la formation des jeunes Suisses et Suissesses. Nos hautes écoles et centres de recherche préparent au mieux les futures générations aux défis d'aujourd'hui et demain : globalisation de l'économie, numérisation, santé, mobilité, environnement (au besoin, faire notamment référence au Classement de Shanghai ou au classement QS par spécialité - cf. ci-dessous).

Un emploi créé dans l'innovation représente plus qu'un simple emploi pour l'économie locale¹⁰ :

- Chaque nouvel emploi dans le secteur de l'innovation permet la création de cinq emplois locaux supplémentaires, relativement mieux payés (effet multiplicateur de l'innovation).
- Une relation positive existe entre le degré de collaboration internationale, les investissements dans la recherche et développement, et le succès scientifique.
- Il n'y a pas de croissance sans innovation ; pas d'innovation sans recherche fondamentale de très haut niveau ; et **pas de recherche fondamentale de pointe sans ouverture internationale**.

Le succès des pôles d'innovation qui se développent autour des hautes écoles a un impact direct sur l'économie et il se répercute sur la qualité de vie en Suisse, mesurée notamment en termes d'éducation, de santé et de mobilité. Enfin, une économie forte est aussi garante de la pérennité de l'Etat social et constitue le socle indispensable au développement d'une société plus durable, plus sociale, plus égalitaire.

La Suisse continue de figurer au top de plusieurs classements

- Cinq des écoles polytechniques fédérales et universités helvétiques se placent régulièrement dans le top-100 mondial (Classement de Shanghai ou au classement QS).
- En 2019, la Suisse se classait au premier rang, pour la 9^e année consécutive, de l'Indice Mondial de l'innovation publié par l'OMPI¹¹

¹⁰ Cf page 14 des fiches IREG « Recherche universitaire, Innovation et Ouverture (octobre 2018)

¹¹ https://www.wipo.int/pressroom/fr/articles/2019/article_0008.html

- En 2018, la Suisse a représenté le pays ayant déposé le plus de brevets auprès de l'Office européen des brevets (OEB) à l'aune de sa population. Le total annuel se monte à 7'927 demandes helvétiques (+7,8% par rapport à 2017)¹²

Conclusion

La capacité d'attirer d'excellents chercheurs européens ainsi que l'accès aux projets et aux financements européens ont contribué à transformer la Suisse en une économie du savoir. Les retombées à la fois économiques et sociales sur le pays sont majeures. Les accords bilatéraux avec l'Union européenne garantissent un cadre stable et permettent aux Suisses de diriger des projets scientifiques d'envergure. **Pour ces raisons, l'AGFA soutient le non à l'IDL.**

Rappel : quel danger en cas d'acceptation du texte ?

La capacité d'attirer d'excellents chercheurs européens ainsi que l'accès aux projets et aux financements européens ont contribué à transformer la Suisse en une économie du savoir. Les retombées à la fois économiques et sociales sur le pays sont majeures. Les accords bilatéraux avec l'Union européenne garantissent un cadre stable et permettent aux Suisses de diriger des projets scientifiques d'envergure.

- Un OUI le 27 septembre mettrait en péril la formation des générations futures et la capacité de la Suisse à participer à la résolution des défis majeurs notamment dans le domaine de la santé, de l'environnement ou du numérique. Un OUI le 27 septembre, c'est affaiblir notre pays.
- Nous serions alors passifs devant un effet domino lourd de conséquences. Les programmes cadres de recherche européens sont en effet la deuxième source de financement public pour les chercheurs en Suisse (après le Fonds national suisse), et la plus importante source de financement public pour la recherche dans les grandes entreprises et les PME suisses.
- Avec un OUI le 27 septembre, la Suisse perdrait en influence à l'échelle européenne, et mondiale. Retirer à nos représentants la compétence de participer à l'élaboration des orientations éducatives continentales, et à la définition des conditions-cadre qui nous influencent, c'est affaiblir notre pays. Un choix irresponsable, car elles profitent à toutes et tous les Suisses. La souveraineté, c'est participer aux décisions et non s'en soustraire.
- Dire OUI le 27 septembre reviendrait à scier la branche helvétique du grand arbre du savoir que nous avons contribué à faire grandir et fructifier.

¹² <https://www.bilan.ch/techno/la-suisse-est-toujours-reine-des-brevets-par-habitant>

Les Bilatérales et la recherche : 4 illustrations genevoises

Les axes suivants sont utiles pour mesurer l'impact des relations Suisse-UE sur la recherche en Suisse :

- *Financement*: chercheur/euse qui mène un projet d'envergure grâce à un financement européen
- *Réseau*: chercheur/euse qui mène un projet d'envergure grâce à une collaboration scientifique avec une institution ou des collègues européens
- *Attractivité*: chercheur/euse de provenance européenne qui mène un projet d'envergure en Suisse

Les 4 actualités suivantes ont été esquissées par l'UNIGE, chaque région, chaque haute école de Suisse aura des exemples équivalents.

1. Les premiers tests diagnostics pour le SARS-CoV-2

Responsable du Centre de recherche sur les maladies virales émergentes des Hôpitaux universitaires et de l'Université de Genève, la professeure Isabella Eckerle a joué un rôle central dans la lutte contre le nouveau coronavirus. C'est son laboratoire qui a été en mesure de mettre très rapidement au point un des premiers tests diagnostics pour le SARS-CoV-2, dès le 16 janvier 2020. Dans les premiers temps de la pandémie, le Centre a été chargé de réaliser les tests de confirmation sur tous les échantillons prélevés en Suisse.

Isabella Eckerle est née il y a 40 ans à Spire en Allemagne. Elle a commencé à s'intéresser à ce type de virus en 2011, lorsqu'elle travaillait à Berlin, dans l'équipe du professeur Christian Drosten, un spécialiste mondial du coronavirus. C'est grâce aux échanges entre les deux laboratoires que les tests diagnostics ont été mis au point en Suisse.

Plus d'informations :

<https://www.letemps.ch/sciences/isabella-eckerle-virologue-cette-pandemie-on-souvent-pose-questions-lesquelles-navions>

<https://www.unige.ch/lejournalejournal/ejournal02/recherche/>

2. Des solutions quantiques pour sécuriser les communications

Les Services Industriels de Genève (SIG) se sont récemment équipés d'une solution de sécurité quantique pour protéger, au sein d'un réseau de fibres optiques, les transferts de données entre leurs datacenters. Ils ont fait appel à la firme genevoise ID Quantique, une spin-off de l'Université de Genève. L'Université est la première institution à avoir effectué des communications quantiques hors du milieu protégé du laboratoire, par exemple en utilisant les fibres optiques sous le lac Léman. Elle est reconnue comme leader mondial dans ce domaine depuis plus de vingt ans.

La communication quantique doit permettre de renforcer la sécurité d'infrastructures clés dans les domaines des télécommunications, de la finance, de la santé, de l'approvisionnement en électricité et des services publics.

ID Quantique, SIG, Université de Genève et Mt Pelerin font partie des 38 entreprises et instituts de recherche sélectionnés en 2019 par l'Union européenne pour concevoir et tester un système de communication plus fiable, basé sur les technologies de communication quantique. Un projet qui bénéficie d'un budget de 15 millions d'euros pour trois ans. En 2018, la Commission européenne a lancé le QUANTUM FLAGSHIP, doté d'un milliard d'euros sur dix ans, dans le but de soutenir la recherche en

physique quantique et ses applications industrielles. Cet énorme programme de recherche visant à développer les technologies du futur comporte une forte participation de la Suisse, qui coordonne deux des vingt projets sélectionnés pour la première période (2018-2021). Parmi les lauréats figurent les universités de Genève (3 projets dont 1 qu'elle coordonne) et Bâle (3 projets), l'École polytechnique fédérale de Zurich (6 projets) et la société CSEM à Neuchâtel (coordonne 1 projet).

L'Europe dispose d'un important vivier d'excellents chercheurs et chercheuses hautement qualifiés en matière de technologies quantiques. Elle doit toutefois relever un enjeu de taille et veiller à consolider sa position vis-à-vis de la Chine et des États-Unis, qui ont massivement investi dans ce domaine ces dernières années en faisant du quantique l'un de leurs programmes prioritaires.

Plus d'informations :

<https://www.ictjournal.ch/news/2020-08-10/les-services-industriels-de-geneve-sequipent-dune-solution-de-securite-quantique>

<https://www.letemps.ch/economie/geneve-coeur-dun-projet-europeen-communication-quantique>

3. Des véhicules autonomes dans l'espace urbain

En juin 2020, les Transports publics genevois (tpg) ont reçu une autorisation officielle du Secrétaire général du département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) pour exploiter des navettes autonomes sur un site des Hôpitaux universitaires de Genève situé à Thônex.

L'objectif est de développer une nouvelle génération de services de transports à la demande, sollicités via un smartphone et qui transportent le client de porte-à-porte.

Piloté par l'Université de Genève, le consortium AVENUE entend préparer l'intégration technique, législative et économique des véhicules automatisés dans l'espace urbain. Le projet bénéficie d'un budget de 20 millions d'euros, dont la majeure partie est financée par la Commission européenne dans le cadre du programme Horizon 2020. Il regroupe seize partenaires à l'échelle du continent dont cinq Suisses et porte sur des projets expérimentaux distincts menés à Genève, à Copenhague, au Luxembourg et à Lyon. MobileThinking, une start-up issue de l'Université de Genève et spécialisée dans le développement d'applications mobiles, ainsi que Bestmile, une entreprise créée à l'École polytechnique fédérale de Lausanne et active dans la gestion de flottes de véhicules autonomes, sont aussi impliquées dans le projet.

Plus d'informations :

<https://www.ge.ch/document/feu-vert-lancement-vehicules-automatise-assurant-service-demande-site-belle-idee-hug>

<https://www.unige.ch/communication/communiques/2018/un-projet-europeen-prepare-larrivee-des-vehicules-autonomes-en-ville/>

4. Réduction de l'utilisation d'énergie par les ménages

Quelles sont nos routines dans les pratiques de consommation énergétique au sein du ménage ? Comment les améliorer et réduire la consommation ? Dans le cadre du consortium ENERGISE, plus de mille initiatives en Europe visant à changer la consommation énergétique des ménages ont été analysées, dont 42 en Suisse.

Ce sont à la fois les initiatives visant à instaurer des changements techniques et de comportements individuels et celles visant à transformer les pratiques et les interactions quotidiennes qui ont été examinées. Les résultats ont suscité un grand intérêt de la part d'entreprises, d'associations et d'entités publiques. Ce projet de recherche-action a aussi permis à un ensemble de citoyennes et citoyens, chercheuses et chercheurs de tester de nouvelles pratiques et approches dans le cadre de 16 « living labs » lancés dans 8 pays à l'échelle du continent, dont 2 à Genève. Coordonné par la National University Of Ireland Galway, le projet a bénéficié d'un budget total de près de 4 millions d'euros, dont la majeure partie est financée par la Commission européenne dans le cadre du programme Horizon 2020.

Plus d'informations :

<https://www.unige.ch/gedt/accueil/actualites-2019/defi-energise-sensibiliser-consommation-energie/>

<http://switzerland.energise-project.eu/node/73>